

BENBOUZID DÉLÈGUE AUX DIRECTEURS L'AMÉNAGEMENT DU WEEK-END

À l'école de l'anarchie

Plus d'un mois après la rentrée des classes, la question de l'organisation du week-end n'est toujours pas tranchée.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)- Une véritable anarchie règne dans les établissements scolaires. Amputée d'une journée, la semaine ne suffit plus à absorber le volu-

me horaire. Conséquence : pour rattraper cette journée, les chefs des établissements imaginent des solutions à leur manière. Des enfants sont privés de l'après-midi

du mardi, d'autres voient leur week-end écourté car obligés d'avoir cours samedi matin. Face à cette confusion rarement égalée dans le secteur, le ministre de l'Education «innove».

Se gardant de trancher pour remettre de l'ordre et surtout uniformiser le repos hebdomadaire, Benbouzid jette la balle dans le camp des chefs d'établissement. Dans une instruction qui leur est adressée, il leur demande de «réorganiser la semaine scolaire dans les établissements d'enseignement qui font face à des difficultés dans l'élaboration des emplois du temps, et ce, en coordination et en concertation avec les enseignants, les représentants des élèves et leurs parents».

Benbouzid propose même des solutions à la carte puisque, dit-il, «il est possible de transférer les cours dispensés jeudi matin dans l'ancien système à mardi après-midi ou samedi



Photo : Samir Sid

Benbouzid jette la balle dans le camp des chefs d'établissement.

matin ou encore samedi après-midi, soulignant qu'il était également possible de répartir les cours du jeudi matin sur les trois séances citées ou deux seulement».

Mettant les directeurs face à leurs responsabilités,

il leur est demandé de «consigner ce qui a été convenu dans un procès-verbal officiel qui engage toutes les parties et dont une copie doit être adressée au directeur de l'éducation». En se désengageant de la

sorte, le premier responsable du secteur crée une situation sans précédent dans les écoles qui auront chacune son week-end. Une situation que les syndicats du secteur dénoncent.

N. I.

MOHAMED SALEM
SADALI, SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL DU SATEF :
«C'est du bricolage !»

«Encore une fois, nous assistons à du bricolage. Le ministère de l'Education continue de prendre des décisions unilatérales sans consulter les partenaires sociaux. Cela renseigne sur le mépris du ministère de l'Education vis-à-vis des représentants des travailleurs du secteur. Nous l'avons bien vu se réunir avec des syndicats non représentatifs pour arrêter le week-end, voilà à quoi ça a abouti. Le récent mouvement des élèves n'était que prévisible. L'année s'annonce difficile. Nous allons certainement vers une situation de blocage.»

MEZIANE MERIANE,
COORDINATEUR NATIONAL
DU SNAPEST :
«Le ministère doit
revoir sa copie»

«Rejeter ainsi la balle dans le camp des directeurs des établissements est très mal placé. La direction centralisée est évidemment mieux indiquée pour prendre de telles décisions. En laissant aux responsables des établissements l'initiative, cela va certainement créer une véritable anarchie. Cela va créer de vrais problèmes puisqu'il n'y aura plus aucune uniformisation. Imaginez des enseignantes qui seraient au repos le jour où leurs enfants auraient cours ! Nous on pense que le repos ne peut s'apprécier qu'en famille. Si un enseignant travaille ne serait-ce qu'une heure le jour où il est censé se reposer, c'est tout son week-end qui s'en trouve chamboulé. S'il n'y a pas de volonté de faire une translation de l'ancien week-end, le ministre n'a qu'à trouver une solution. Il peut revoir sa copie et demander à revenir à l'ancien système, à savoir jeudi-vendredi.»

N. I.

IDIR ACHOUR, CHARGÉ DE
LA COMMUNICATION DU CLA :
«Le ministre crée
de faux problèmes»

«Au lieu de cette circulaire, le ministre de l'Education aurait pu prendre une décision. Avec cette instruction, nous allons aboutir à une situation unique où les établissements vont fonctionner différemment. L'idéal est de revenir à l'ancien week-end et à une réduction du volume horaire. Les enfants vont en classe entre 32 et 36 heures par semaine or selon les normes, ils ne doivent pas avoir cours plus de 30 heures. L'instruction en question a pour objectif d'éviter le débat. Le ministre de l'Education est en train de créer de faux problèmes pour éviter d'évoquer les véritables enjeux, c'est pour cette raison qu'il a jeté la balle dans le camp des directeurs mais nous n'allons pas tomber dans le panneau, nous continuerons à poser les véritables problèmes qui intéressent la famille de l'éducation.»

MESSAOUD BOUDIBA,
CHARGÉ DE LA COMMUNICATION
DU CNAPEST :

«Nous ne pouvons assumer
une telle décision»

«Le ministre de l'Education a pris la décision de réaménager le week-end tout seul, il doit assumer seul les conséquences. Il est seul à être responsable. Il a rejeté la balle aux directeurs d'établissements mais ces derniers ne peuvent, en aucun cas, assumer les conséquences de la toute première décision de réaménagement du week-end prise dans la précipitation. Nous, en tant que syndicats, nous n'avons pas été consultés et nous sommes dans l'attente de la réaction de notre base qui ne tardera certainement pas à réagir.»

N. I.

L'APN COMMÉMORE LE 17 OCTOBRE 1961

La nécessaire réappropriation
de la mémoire

L'hémicycle Zighoud-Youcef a abrité, hier samedi, une journée parlementaire dédiée aux événements du 17 Octobre 1961 à Paris. Organisée à l'initiative de la commission des affaires étrangères de l'APN, cette halte commémorative a permis au secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidines de dénoncer une nouvelle fois les crimes coloniaux.

Sofiane Aït-Ifllis - Alger (Le Soir) - Le premier responsable de l'ONM a affirmé que la France a, depuis toujours, adopté la politique de la fuite en avant, en refusant d'assumer ses crimes coloniaux.

Saïd Abadou a, ce disant, rappelé toutes les tentatives de la France à se faire disculper, comme le vote en février 2005 de la loi louant les bienfaits du colonialisme français en Algérie. Pour le secrétaire général de l'ONM, la création d'une fondation

pour les harkis participe de cette même volonté française de réviser l'histoire à sa convenance. «On n'a pas d'autre choix que de nous réapproprier notre mémoire. La France se doit de reconnaître ses crimes coloniaux et en assumer la responsabilité.

C'est la seule manière de tourner la page et d'entrevoir des horizons de coopération», a-t-il soutenu.

De son côté, le ministre du Travail, qui a pris part à cette journée de commémoration, a estimé que «les événements du 17 Octobre 1961 sont des événements que rien ni personne ne peut travestir. Ce sont un verdict de l'histoire qui n'admet ni appel ni recours».

Dans une déclaration lue par le président de la Commission des affaires étrangères de l'APN, le président de l'Assemblée a mis l'accent sur l'importance des événements d'Octobre 1961 dans la guerre de Libération nationale, en ce sens qu'ils ont été d'une forte contribution à la Révolution.

Pour la journée, des militants nationalistes ayant vécu les événements ont été invités à témoigner. Des témoignages poignants qui ont donné à mieux saisir l'horreur de cette journée où Maurice Papon et ses sinistres collaborateurs ont tué sans discernement des Algériens sortis dans les rues de Paris manifester pacifiquement.

Des témoignages qu'il ne sera pas de trop de réunir dans des ouvrages pour entretenir durablement la mémoire.

Seul le vendredi est jour de repos

Le ministre du Travail, Tayeb Louh, a indiqué en marge de la journée parlementaire autour des événements du 17 Octobre 1961, que «la loi est claire et que seul le vendredi est jour de repos hebdomadaire» et que «le reste est une question de répartition du travail». Le ministre a souligné qu'il ne prévoit rien pour les travailleurs astreints à travailler le vendredi, étant donné qu'ils bénéficient de journées de récupération.

S. A. I.

PARTICIPATION DES ÉTRANGERS
À LA GUERRE DE LIBÉRATION
«Ces porteurs de valises,
porteurs d'espoir»

L'Association Machâal Echahid a organisé hier à Alger, à l'occasion de la Journée nationale de l'immigration, une rencontre pour rappeler le rôle des étrangers à la guerre de libération, notamment celui de la figure emblématique Francis Jeanson.

Fondateur des «porteurs de valises», l'un des premiers réseaux de soutien au FLN, le philosophe et militant Francis Jeanson se voulait le défenseur des causes justes.

Il s'était engagé très tôt aux côtés des combattants algériens après le déclenchement de la guerre de libération. Ce réseau qui a porté son nom «le réseau Jeanson» a permis de collecter et de transporter fonds et faux papiers pour les militants du FLN opérant en France.

«Les membres de ce réseau étaient des Français qui avaient milité pour la cause de l'indépendance algérienne. Ils ont assuré l'acheminement de 500 millions de francs au FLN en Tunisie. «Une opération qui équivalait à dix valises remplies d'argent», dira le professeur Amer El Khila.

Pour sa part, Hassan Abdelkrim, ancien officier de l'ALN, a affirmé que «la révolution algérienne comportait des valeurs humaines que nous avons partagées avec nos amis et alliés français».

Ces alliés qui, selon lui, furent non seulement des porteurs de valises mais aussi des porteurs d'espoir pour toute une nation.

Rym Nasri